



01 AUDIT ASSISTANCE

33 rue Anna Jacquin
92 100 Boulogne Billancourt
SARL au capital de 106.928 €
Commissaire aux comptes
Membre de la CRCC de Versailles



ERNST & YOUNG AUDIT

1/ 2, place des Saisons
92400 Courbevoie – Paris La Défense 1
SAS à capital variable
Commissaire aux comptes
Membre de la CRCC de Versailles

LUCIBEL

Société anonyme au capital de 8.794.598 €

3 place Louis Renault

92500 RUEIL MALMAISON

RCS Nanterre 507 422 913

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

du 20 juin 2016

statuant sur les comptes de l'exercice

clos le 31 décembre 2015

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

SUR LES CONVENTIONS VISEES AUX ARTICLES L. 225-38 ET SUIVANTS

DU CODE DE COMMERCE

LUCIBEL SA

**Rapport spécial des commissaires aux comptes
à l'assemblée générale ordinaire d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2015
sur les conventions réglementées
visées aux articles L.225-38 et suivants du code de commerce**

Mesdames, Messieurs, les actionnaires

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions.

Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

1 Conventions autorisées au cours de l'exercice

En application de l'article L225-40 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

1.1 Conventions avec des sociétés ayant des dirigeants communs

1.1.1 Avec la société ETOILE FINANCE

Mandataire concerné : Frédéric Granotier, Directeur Général et Président du conseil d'administration de LUCIBEL SA et Gérant d'ETOILE FINANCE

Nature et objet : Fourniture de prestations de conseils par la Société ETOILE FINANCE, société holding détenant environ 20 % du capital de la Société au 31 décembre 2015, en matière de conduite et d'animation de la politique générale de la Société et de ses orientations stratégiques, en matière de développement, d'opérations d'investissement et de désinvestissement, de stratégie financière, d'aide à la détermination des axes de développement commercial, d'innovation technologique et de politique de ressources humaines notamment.

Modalités : Dans un contexte de développement soutenu des activités de la Société, le conseil d'administration de LUCIBEL SA, dans sa séance du 24 mars 2015, a autorisé le renouvellement, par tacite reconduction, de la convention de prestations de services conclue avec la société ETOILE FINANCE au profit de la société LUCIBEL SA et du groupe LUCIBEL. Les conditions financières associées à la poursuite de cette convention sont demeurées inchangées par rapport à 2014. Ainsi, la facturation mensuelle de la société ETOILE FINANCE est demeurée fixée à 12.500 € hors taxes.

Le motif retenu par le Conseil d'administration, justifiant de l'intérêt de cette convention pour la Société, est le rôle tenu par ETOILE FINANCE en matière de conduite de la politique générale de la Société et de ses orientations stratégiques, en matière de développement, d'opérations d'investissement/désinvestissement, de stratégie financière, d'aide à la détermination des axes de développement commercial et d'innovation technologique, et de politique des ressources humaines.

Dans le cadre de cette convention, le montant total hors taxes des prestations de services de la Société ETOILE FINANCE comptabilisées par la Société en charges sur l'exercice clos le 31 décembre 2015 s'élève à 150.000 €.

1.1.2 Avec la société CITECLAIRE SAS

Mandataire concerné : Frédéric GRANOTIER, Directeur Général et Président du conseil d'administration de LUCIBEL SA et représentant de la société LUCIBEL SA présidente de CITECLAIRE SAS

Nature et objet : Convention de trésorerie

Modalités : Le conseil d'administration de la Société, réuni en date du 24 mars 2015, a autorisé la mise en place d'une nouvelle convention de trésorerie avec CITECLAIRE SAS, filiale à 80% de la Société, modifiant ainsi les conditions de la précédente convention établie en 2014, et ce à effet rétroactif au 1er janvier 2015. Cette nouvelle convention, conclue pour une durée de 12 mois renouvelable par tacite reconduction, prévoit que toute avance de trésorerie est productive d'intérêts calculés suivant le taux moyen mensuel de l'EURIBOR 3

mois, tel que publié par la Fédération Bancaire Européenne, augmenté d'une marge de 2%.

Les motifs retenus par le Conseil d'administration, justifiant de l'intérêt de cette convention pour la Société, sont la rationalisation et l'optimisation de la trésorerie de sa filiale, la société CITECLAIRE SAS, dont l'activité génère des besoins de financement ponctuels.

Le montant en principal des avances en comptes courants versées dans le cadre de cette convention s'élève à 331.605,02 € au 31 décembre 2015. Les intérêts comptabilisés à ce titre par la Société se sont élevés à 4.781,36 €.

1.1.3 Avec la société Schneider Lucibel Managed Services (« SLMS »)

Mandataire concerné : Frédéric Granotier, Directeur Général et Président du conseil d'administration de LUCIBEL SA et membre du Conseil d'administration de SLMS.

Nature et objet : Convention de services

Modalités : Le conseil d'administration de la Société, réuni en date du 15 décembre 2015, a autorisé la mise en place d'une convention de services avec la société SLMS, détenue à 47% par la Société depuis le 25 novembre 2015, dont l'objet est la fourniture par LUCIBEL SA de prestations de services corporate récurrentes (comptabilité, droit des sociétés), rémunérées sur une base forfaitaire annuelle, de prestations ponctuelles, en matière de propriété intellectuelle notamment, évaluées au cas par cas sur la base d'un taux horaire forfaitaire ainsi que de services de domiciliation évalués de façon forfaitaire selon le nombre de mètres carrés utilisés par la filiale. Cette convention est conclue pour une durée de 12 mois à compter du 1^{er} janvier 2016, avec effet rétroactif au 1^{er} juillet 2015 exclusivement pour le service de domiciliation et pour la prestation de tenue des comptes annuels 2015. Le motif retenu par le Conseil d'administration, justifiant de l'intérêt de cette convention pour la Société, est le partage des compétences et par conséquent l'optimisation des coûts pour LUCIBEL SA.

Dans le cadre de cette convention, le montant total des prestations de services facturées par la Société à SLMS sur l'exercice clos le 31 décembre 2015 s'est élevé à 6 000 € hors taxes.

1.1.4 Avec la société Schneider Lucibel Managed Services (« SLMS »)

Mandataire concerné : Frédéric Granotier, Directeur Général et Président du conseil d'administration de LUCIBEL SA et membre du Conseil d'administration de SLMS.

Nature et objet : Convention de mise à disposition de personnel

Modalités : Le conseil d'administration de la Société, réuni en date du 15 décembre 2015, a autorisé la mise en place d'une convention de mise à disposition de personnel avec la société SLMS, détenue à 47% par la Société depuis le 25 novembre 2015, dont l'objet est la mise à disposition de personnel à temps partiel au profit de SLMS à compter du 1^{er} janvier 2016. La contrepartie financière de cette prestation correspond à 70% de la rémunération fixe et variable chargée du personnel mis à disposition à temps partiel, à laquelle se rajoutent tous frais relatifs à l'exécution des missions réalisées pour le compte de SLMS, avec application d'une majoration de 5 %. Cette convention a été conclue pour une durée de 12 mois à compter du 1^{er} janvier 2016.

Le motif retenu par le Conseil d'administration, justifiant de l'intérêt de cette convention pour la Société est que le directeur général de SLMS étant salarié de LUCIBEL SA, il a été jugé opportun de facturer à SLMS le temps de travail que son salarié y consacrait dans la période

de lancement de cette activité, aux conditions de rémunération de ce dernier chez LUCIBEL SA.

1.2 Conventions avec les dirigeants

1.2.1 Avec Jean-Laurent Houot (Directeur Général Délégué jusqu'au 23 juin 2015)

Nature et objet : Convention de mise à disposition à titre gratuit de locaux situés au 390 rue Passeron, St Clair de la Tour (38110), d'une surface de 150 m2, dédiés à l'hébergement des équipes et des équipements de Recherche & Développement de la Société.

Modalités : Le conseil d'administration de la Société, dans sa séance du 24 mars 2015, a autorisé le renouvellement par tacite reconduction pour une durée d'un an, d'une convention entre la Société et M. Jean-Laurent Houot, directeur général délégué de la Société, ayant pour objet la mise à disposition à titre gratuit de locaux.

Cette convention prévoit la prise en charge par la Société de charges locatives et de certains travaux d'infrastructure (raccordement eaux, etc.).

Le conseil d'administration a considéré que les conditions de cette occupation étaient en accord avec l'intérêt de la Société.

Le montant des charges locatives comptabilisées sur l'exercice 2015 s'élève à 3.397,01 €.

2 Conventions intervenues au cours de l'exercice non autorisées préalablement

En application des articles L.225-42 et L. 823-12 du code de commerce, nous vous signalons que la convention suivante n'a pas fait l'objet d'une autorisation préalable de votre conseil d'administration.

Il nous appartient de vous communiquer les circonstances en raison desquelles la procédure d'autorisation n'a pas été suivie.

2.1 Avec la société CITECLAIRE SAS

Mandataire concerné : Frédéric GRANOTIER, Directeur Général et Président du conseil d'administration de LUCIBEL SA et représentant de la société LUCIBEL SA présidente de CITECLAIRE SAS

Nature et objet : Convention de sous location

Modalités : Le conseil d'administration de la Société, réuni en date du 15 décembre 2015, a pris acte et autorisé une convention de sous-location établie le 30 septembre 2015 entre la Société et la société CITECLAIRE SAS dans le cadre du transfert de son siège social à Aix-en-Provence.

CITECLAIRE SAS estimant nécessaire de se rapprocher de ses clients principaux, a souhaité déplacer son siège social dans le sud de la France. LUCIBEL SA ayant des surfaces disponibles dans les locaux qu'elle loue à Aix-en-Provence, il a été jugé opportun

d'optimiser leur usage, en consentant à CITECLAIRE SAS une convention de sous-location de ces locaux lui permettant d'y localiser son siège social.

Le montant facturé dans le cadre de cette convention pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 s'élève à 3.786,77 € hors taxes.

L'absence d'autorisation préalable est due à une simple omission, le conseil d'administration du 15 décembre 2015, ainsi que rappelé ci-dessus, ayant pris connaissance des modalités de cette convention et l'ayant autorisée.

3 Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

En application de l'article R. 225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution de la convention suivante, déjà approuvée par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

3.1 Conventions avec des sociétés ayant des dirigeants communs

3.1.1 Avec la société CITECLAIRE SAS

Mandataire concerné : Frédéric GRANOTIER, Directeur Général et Président du conseil d'administration de LUCIBEL SA et représentant de la société LUCIBEL SA présidente de CITECLAIRE SAS

Nature et objet : Mise à disposition de personnel


Modalités : Le conseil d'administration de la Société, réuni en date du 24 juillet 2014 a autorisé la mise en place d'une convention de mise à disposition de personnel entre la Société et la société CITECLAIRE SAS, filiale à 80% de la Société. La convention a été conclue pour une durée de 12 mois à compter du 1er juillet 2014 et s'est donc poursuivie jusqu'au 30 juin 2015. Les montants supportés par LUCIBEL SA (rémunérations, charges sociales et notes de frais, le cas échéant) sont refacturés avec une marge de 5%.

Le montant facturé par LUCIBEL SA dans le cadre de cette convention s'élève pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 à 107.018,87 € hors taxes.

Fait à Boulogne Billancourt et Paris-La Défense, le 3 juin 2016

Les commissaires aux comptes

01 AUDIT ASSISTANCE



Brigitte GUILLEBERT

Commissaire aux comptes associée

ERNST & YOUNG AUDIT



Pierre-Henri PAGNON

Commissaire aux comptes associé